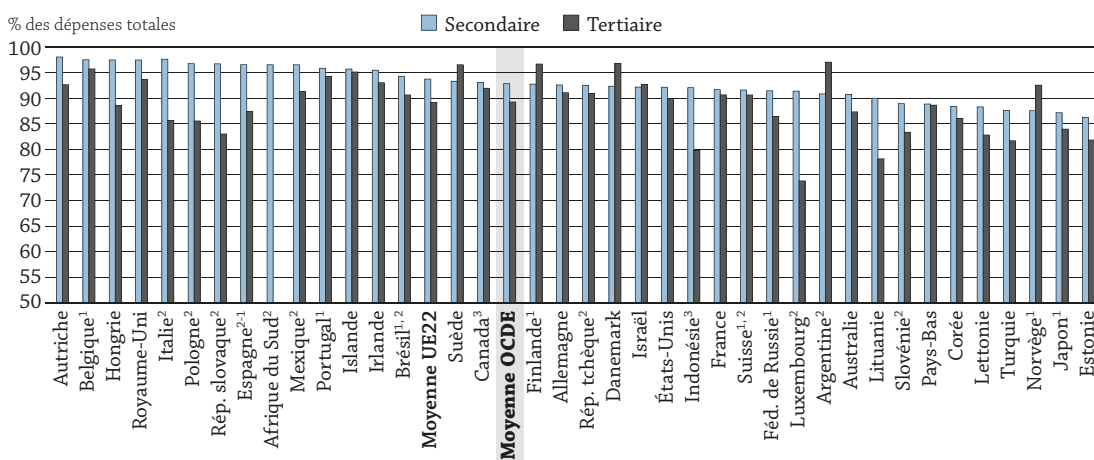


À QUELLES CATÉGORIES DE SERVICES ET DE RESSOURCES LES DÉPENSES D'ÉDUCATION SONT-ELLES AFFECTÉES ?

- Dans les pays de l'OCDE, les dépenses de fonctionnement représentent en moyenne 92 %, voire davantage, des dépenses totales d'éducation dans tous les niveaux d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, avec une part comprise entre 93 % dans l'enseignement secondaire et 89 % dans l'enseignement tertiaire.
- Dans les pays de l'OCDE, la rémunération des personnels de l'éducation (enseignants et autres) représente en moyenne environ 77 % des dépenses de fonctionnement dans l'enseignement primaire et secondaire. Ce pourcentage tend à diminuer dans l'enseignement tertiaire, où il s'établit à 67 %.
- Dans l'enseignement primaire et secondaire, les établissements privés tendent à consacrer une part moins importante de leurs dépenses de fonctionnement à la rémunération des personnels que les établissements publics, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Ce constat peut s'expliquer par le fait que les établissements privés sont davantage susceptibles de faire appel à des fournisseurs extérieurs (plutôt que d'utiliser les services proposés par les autorités en charge de l'éducation ou par leur propre personnel) ou doivent plus souvent verser un loyer pour les bâtiments scolaires et autres infrastructures.

Graphique B6.1. Dépenses de fonctionnement en pourcentage des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement (2013)



Remarque : Le pourcentage restant (100 – dépenses de fonctionnement) correspond aux dépenses en capital.

1. La catégorie « Secondaire » inclut tout ou partie des formations post-secondaires non tertiaires.

2. Établissements publics uniquement. Pour l'Italie, le Luxembourg et la République slovaque, dans l'enseignement tertiaire uniquement.

3. Année de référence : 2012.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des dépenses de fonctionnement eu titre de l'enseignement secondaire.

Source : OCDE. Tableau B6.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933398057>

■ Contexte

Les décisions prises en matière d'affectation des ressources ont un impact sur les conditions dans lesquelles l'enseignement est dispensé et peuvent influencer sur la nature de l'enseignement.

Lorsque des pressions plus fortes s'exercent sur le budget de l'éducation, la réduction des dépenses en capital (décider, par exemple, de ne pas construire de nouveaux établissements) et de certaines dépenses de fonctionnement (renoncer à l'achat de matériel pédagogique) permet certes de faire des économies, mais c'est la baisse des dépenses au titre de la rémunération des personnels qui a le plus grand impact sur les dépenses globales. Toutefois, la réduction des salaires et des avantages, ou celle du personnel enseignant et non enseignant, sont mal perçues par l'opinion et peuvent même être contre-productives, car elles dissuadent les individus compétents de devenir ou de rester enseignants.

De fait, pour rehausser la qualité des systèmes d'éducation, il faut non seulement rendre la gestion des moyens plus efficace, mais également améliorer la gestion des ressources humaines. Le report des dépenses, par exemple reporter le recrutement de nouveaux enseignants ou les revalorisations salariales, est une mesure temporaire en cas de pressions budgétaires.

Cet indicateur décrit les ressources et les services que finance le budget de l'éducation. Il montre la différence entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital. Les dépenses en capital peuvent subir l'influence de l'accroissement des effectifs, qui nécessite souvent la construction de nouveaux bâtiments. Cet indicateur étudie en détail la nature des dépenses de fonctionnement, notamment leur répartition entre la rémunération des personnels et d'autres postes. Les dépenses de fonctionnement dépendent en grande partie de la rémunération des enseignants (voir l'indicateur D3), mais aussi de la pyramide des âges du corps enseignant et de l'importance des personnels de l'éducation autres que le personnel enseignant. En outre, les établissements d'enseignement proposent d'autres services en marge de leur mission principale, notamment la cantine, les transports scolaires, le logement et/ou des activités de recherche. Cet indicateur analyse l'ensemble de ces dépenses.

■ Autres faits marquants

- La rémunération des personnels est le poste le plus important des dépenses de fonctionnement dans la quasi-totalité des pays, sauf dans l'enseignement tertiaire en Indonésie et en République tchèque. Dans l'enseignement primaire et secondaire, la part des dépenses de fonctionnement consacrée à la rémunération des personnels est supérieure d'environ 6 points de pourcentage dans les établissements publics par rapport aux établissements privés.
- Dans les pays de l'OCDE, en moyenne 23 % du budget de fonctionnement est consacré à des postes de dépenses autres que la rémunération des personnels de l'éducation dans l'enseignement primaire et secondaire (notamment l'entretien des bâtiments, la cantine ou la location d'immeubles ou d'autres infrastructures). Dans la plupart des pays, la part des postes autres que la rémunération des personnels dans les dépenses de fonctionnement ne varie guère entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire.
- Dans tous les pays, sauf au Brésil et en Pologne, c'est dans l'enseignement tertiaire que les postes de dépenses de fonctionnement autres que la rémunération du personnel sont les plus élevés : ils atteignent en moyenne 33 % des dépenses de fonctionnement dans les pays de l'OCDE. Ce pourcentage est supérieur ou égal à 40 % dans six pays de l'OCDE (en Corée, en Hongrie, en Indonésie, au Japon, en République slovaque et en République tchèque). Ces pourcentages élevés pourraient s'expliquer par le coût plus important des infrastructures et des équipements à ce niveau d'enseignement, par comparaison avec les niveaux inférieurs.

Analyse

B6

Dépenses en capital et dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement

Les dépenses d'éducation englobent les dépenses en capital et les dépenses de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement se rapportent aux dépenses au titre des ressources utilisées chaque année par les établissements dans le cadre de leurs activités. Elles incluent, entre autres, la rémunération des enseignants et des autres personnels, l'entretien des bâtiments, la cantine ou la location des bâtiments scolaires ou d'autres infrastructures. Les dépenses en capital des établissements d'enseignement sont les dépenses consacrées aux actifs dont la durée de vie est supérieure à un an. Elles comprennent, par exemple, les dépenses afférentes à la construction de bâtiments, à leur rénovation et aux grosses réparations.

L'importance des ressources humaines mobilisées par l'enseignement explique pourquoi les dépenses de fonctionnement représentent la part la plus élevée du budget global de l'éducation. Dans les pays de l'OCDE, les dépenses de fonctionnement représentent, en moyenne, 92 % des dépenses totales dans tous les niveaux d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, selon les chiffres de 2013. Les dépenses de fonctionnement absorbent plus de 74 % du budget total de chaque niveau d'enseignement dans chacun des pays de l'OCDE, ainsi que dans la quasi-totalité des pays partenaires. Leur pourcentage varie entre 85 % (au Japon) et 98 % (en Hongrie) dans l'enseignement primaire, entre 86 % (en Estonie) et 98 % (en Autriche, en Belgique, en Hongrie, en Italie et au Royaume-Uni) dans l'enseignement secondaire, et entre 74 % (au Luxembourg) et 97 % (en Argentine, au Danemark, en Finlande et en Suède) dans l'enseignement tertiaire (voir le tableau B6.1 et le graphique B6.1).

Dans les pays de l'OCDE, la part moyenne des dépenses de fonctionnement ne diffère pas de plus de 4 points de pourcentage entre les différents niveaux d'enseignement. Toutefois, on observe des différences relativement marquées entre les pays dans la part des dépenses de fonctionnement entre, d'une part, l'enseignement primaire et secondaire, et d'autre part, l'enseignement tertiaire. Dans la plupart des pays, la part des dépenses de fonctionnement est plus élevée dans l'enseignement primaire et secondaire que dans l'enseignement tertiaire. Échappent à ce constat le Danemark et la Norvège : la part des dépenses de fonctionnement y est plus élevée, d'au moins 4 points de pourcentage, dans l'enseignement tertiaire que dans l'enseignement primaire et secondaire. En revanche, en Italie, en Lituanie, au Luxembourg et en République slovaque, la part des dépenses de fonctionnement dans l'enseignement primaire et secondaire est plus élevée, dans une mesure supérieure à 10 points de pourcentage, que dans l'enseignement tertiaire.

Les différences entre les pays tiennent vraisemblablement à la façon dont les niveaux d'enseignement sont organisés dans chaque pays, ainsi qu'à la mesure dans laquelle l'accroissement des effectifs nécessite la construction de nouveaux bâtiments, en particulier dans l'enseignement tertiaire. Dans l'enseignement tertiaire, les dépenses en capital sont égales ou supérieures à 20 % en Indonésie (20 %), en Lituanie (22 %) et au Luxembourg (26 %). La façon dont les pays déclarent les dépenses relatives aux bâtiments universitaires peut aussi expliquer des différences dans les parts des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital dans l'enseignement tertiaire. Ainsi, les établissements d'enseignement tertiaire peuvent être propriétaires des bâtiments et des terrains utilisés au titre de l'éducation, mais peuvent aussi les occuper gracieusement ou les louer ; le montant des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital dépend donc en partie du type de gestion immobilière en vigueur dans chaque pays (voir l'encadré B6.1 dans OCDE, 2012).

Répartition des dépenses de fonctionnement

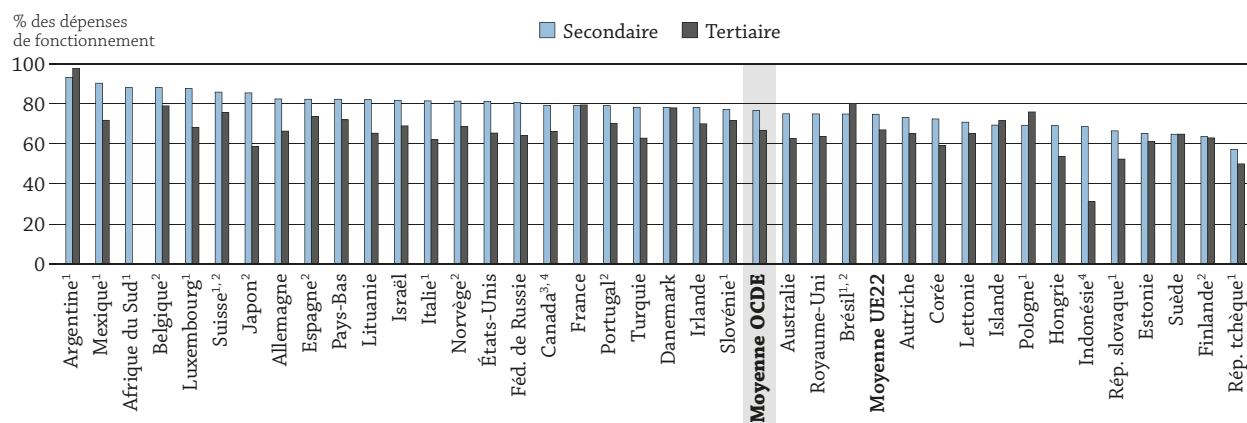
Les dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement se répartissent entre trois grandes catégories fonctionnelles : la rémunération des enseignants, la rémunération des autres personnels et les autres dépenses, qui incluent par exemple l'achat de matériel pédagogique et de fournitures scolaires, l'entretien des locaux, la cantine et la location d'infrastructures scolaires. Le budget alloué à chacun de ces postes de dépenses est en partie subordonné à l'évolution actuelle ou prévue des effectifs scolarisés, à la rémunération des personnels de l'éducation et aux coûts de construction et d'entretien des infrastructures scolaires. Les parts dévolues à chaque poste de dépenses n'évoluent guère d'année en année, mais des décisions ponctuelles peuvent influencer sur leur budget non seulement en valeur absolue, mais également en valeur relative.

Dans les pays de l'OCDE, la rémunération des enseignants dans l'enseignement primaire et secondaire représente en moyenne 61 % des dépenses de fonctionnement, la rémunération des autres personnels, environ 16 %, et les autres dépenses, environ 23 %. Dans les pays de l'OCDE, 42 % des dépenses de fonctionnement dans l'enseignement tertiaire sont consacrés, en moyenne, à la rémunération des enseignants, car la rémunération des autres personnels (25 %) et les autres postes de dépenses (33 %) en absorbent des parts plus élevées.

La ventilation des dépenses de fonctionnement varie sensiblement entre les différents niveaux d'enseignement. Dans l'ensemble des pays (à l'exception du Brésil et de la Pologne), la part consacrée à la rémunération des personnels est par exemple moins élevée dans l'enseignement tertiaire qu'aux niveaux d'enseignement inférieurs (voir le graphique B6.2).

Dans l'enseignement secondaire, la part des dépenses de fonctionnement est égale ou supérieure à 35 % dans quatre pays seulement : en Estonie (35 %), en Finlande (36 %), en République tchèque (43 %) et en Suède (35 %). En revanche, dans l'enseignement tertiaire, la part des autres dépenses de fonctionnement est supérieure à 35 % dans 12 des 32 pays de l'OCDE dont les données sont disponibles.


Graphique B6.2. Rémunération des personnels en pourcentage des dépenses de fonctionnement au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement (2013)



1. Établissements publics uniquement. Pour l'Italie, le Luxembourg et la République slovaque, dans l'enseignement tertiaire uniquement.
2. La catégorie « Secondaire » inclut tout ou partie des formations post-secondaires non tertiaires.
3. La catégorie « Secondaire » n'inclut que le deuxième cycle du secondaire.
4. Année de référence : 2012.

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage des dépenses de fonctionnement alloué à la rémunération de tous les personnels dans le secondaire.

Source : OCDE. Tableau B6.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933398065>

La variation de la part des dépenses de fonctionnement hors rémunération des personnels entre les niveaux d'enseignement reflète en partie les différences dans la taille des services administratifs (la dotation en personnel ou l'équipement à la disposition du personnel) entre ces niveaux. Selon toute vraisemblance, le coût des infrastructures et de l'équipement est plus élevé dans l'enseignement tertiaire que dans les autres niveaux d'enseignement. En outre, dans certains pays, les établissements d'enseignement tertiaire sont plus susceptibles de louer leurs locaux, poste qui peut absorber une part substantielle de leurs dépenses de fonctionnement. La variation de la part de la rémunération des autres personnels entre les pays s'explique vraisemblablement par la mesure dans laquelle les chefs d'établissement, les conseillers d'orientation, les chauffeurs de cars scolaires, les infirmières scolaires, les concierges et le personnel d'entretien sont inclus dans la catégorie du « personnel non enseignant ». Dans l'enseignement tertiaire, la rémunération du personnel responsable des activités de recherche et développement peut également expliquer en partie la variation, entre les pays et entre les niveaux d'enseignement, de la part que représente la rémunération des autres personnels dans les dépenses de fonctionnement.

Répartition des dépenses de fonctionnement selon le type d'établissement

Dans l'enseignement primaire, la part moyenne des dépenses de fonctionnement des établissements privés est supérieure de 2 points de pourcentage à celle des établissements publics, dans les pays de l'OCDE. Ce constat reflète vraisemblablement le besoin d'investissements publics de certains pays pour la construction de nouvelles infrastructures, imposée par la croissance démographique ou une hausse du taux de scolarisation à ce niveau d'enseignement. Dans l'enseignement secondaire, la part des dépenses d'éducation consacrée aux dépenses de fonctionnement est en moyenne identique pour les établissements d'enseignement publics et privés. Néanmoins, dans quelques pays, les établissements publics consacrent une part nettement plus élevée aux dépenses de fonctionnement (voir le tableau B6.3).

La répartition des dépenses de fonctionnement diffère également selon le type d'établissement. Dans l'enseignement primaire et secondaire, la part des dépenses de fonctionnement consacrée à la rémunération des personnels est supérieure d'environ 6 points de pourcentage dans les établissements publics par rapport aux établissements privés, dans les pays de l'OCDE. Dans l'enseignement primaire, cette différence est de 22 points de pourcentage au Portugal et de 31 points de pourcentage au Luxembourg. Divers facteurs inhérents aux différents systèmes d'éducation des pays peuvent expliquer le fait que les établissements privés consacrent une part moins importante de leurs dépenses de fonctionnement à la rémunération des personnels. Toutefois, ce constat peut s'expliquer par le fait que les établissements privés sont davantage susceptibles de faire appel à des fournisseurs extérieurs (plutôt que d'utiliser les services proposés par les autorités en charge de l'éducation ou par leur propre personnel), doivent plus souvent verser un loyer pour les bâtiments scolaires et autres infrastructures (contrairement aux établissements publics), et peuvent être lésés lors de l'achat de matériel pédagogique, compte tenu des plus faibles économies d'échelles par rapport aux achats effectués par l'État.

Définitions

Les **dépenses en capital** sont les dépenses consacrées aux actifs dont la durée de vie est supérieure à un an et comprennent les dépenses relatives à la construction de locaux, à leur rénovation et aux grosses réparations, ainsi que les dépenses liées à l'acquisition de nouveaux équipements ou au remplacement des équipements existants. Les dépenses en capital rapportées ici représentent la valeur du capital acquis ou créé au cours de l'année considérée – soit la valeur du capital constitué –, que ces dépenses aient été financées par des recettes courantes ou au moyen d'emprunts. Ni les dépenses de fonctionnement, ni les dépenses en capital ne tiennent compte des dépenses afférentes au service de la dette.

Les **dépenses de fonctionnement** sont les dépenses afférentes aux biens et aux services utilisés pendant l'année en cours qui doivent être effectuées de manière récurrente pour fournir les services d'éducation. Les dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement autres que celles afférentes à la rémunération des personnels comprennent les dépenses liées aux services sous-traités, comme les services de maintenance (l'entretien des locaux scolaires, par exemple), les services auxiliaires (la cantine, par exemple) et la location des bâtiments scolaires et autres. Ces services sont fournis par des prestataires extérieurs, contrairement aux services fournis par les autorités responsables de l'éducation ou par les établissements et leur propre personnel.

Méthodologie

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2013 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2015 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les dépenses se rapportent aux établissements d'enseignement publics ou, si ces données sont disponibles, aux établissements d'enseignement publics et privés.

Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Référence

OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2012-fr>.

Tableaux de l'indicateur B6


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933398014>

Tableau B6.1 Part des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital, selon le niveau d'enseignement (2013)

Tableau B6.2 Répartition des dépenses de fonctionnement, selon la catégorie de ressources (2013)

Tableau B6.3 Part des dépenses de fonctionnement, selon la catégorie de ressources et le type d'établissement (2013)

Date butoir pour les données : 20 juillet 2016. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne sur : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>

Tableau B6.1. **Part des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital, selon le niveau d'enseignement (2013)**

Répartition des dépenses publiques et privées en capital et de fonctionnement des établissements d'enseignement

B6

	Primaire		Premier cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire		Post-secondaire non tertiaire		Tertiaire		Du primaire au tertiaire	
	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
OCDE												
Australie	91	9	90	10	91	9	96	4	87	13	90	10
Autriche	97	3	98	2	98	2	95	5	93	7	96	4
Belgique	94	6	98	2	98 ^d	2 ^d	x(5)	x(6)	96	4	96	4
Canada ¹	93 ^d	7 ^d	x(1)	x(2)	93	7	m	m	92	8	m	m
Chili	m	m	m	m	m	m	a	a	m	m	m	m
République tchèque ²	89	11	89	11	96	4	m	m	91	9	m	m
Danemark	91	9	93	7	92	8	a	a	97	3	93	7
Estonie	86	14	86	14	86	14	86	14	82	18	85	15
Finlande	94	6	94	6	92 ^d	8 ^d	x(5)	x(6)	97	3	94	6
France	91	9	92	8	91	9	90	10	91	9	91	9
Allemagne	94	6	95	5	90	10	92	8	91	9	92	8
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	98	2	98	2	97	3	97	3	89	11	95	5
Islande	94	6	95	5	96	4	96	4	96	4	95	5
Irlande	93	7	96	4	96	4	97	3	93	7	94	6
Israël	89	11	x(5)	x(6)	92 ^d	8 ^d	92	8	93	7	91	9
Italie ²	97	3	97	3	98	2	83	17	86	14	94	6
Japon	85	15	85	15	89 ^d	11 ^d	x(5, 9)	x(6, 10)	84 ^d	16 ^d	86	14
Corée	87	13	88	12	89	11	m	m	86	14	87	13
Lettonie	87	13	87	13	89	11	94	6	83	17	86	14
Luxembourg ²	90	10	92	8	92	8	100	a	74	26	88	12
Mexique ²	97	3	97	3	97	3	a	a	91	9	96	4
Pays-Bas	88	12	87	13	91	9	93	7	89	11	89	11
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Norvège	88	12	88	12	87 ^d	13 ^d	x(5)	x(6)	93	7	89	11
Pologne ^{2, 3}	95	5	98	2	96 ^d	4 ^d	97	3	86	14	93	7
Portugal	97	3	96	4	95 ^d	5 ^d	x(5, 9)	x(6, 10)	94 ^d	6 ^d	96	4
République slovaque ²	97	3	97	3	97	3	98	2	83	17	93	7
Slovénie ²	91	9	91	9	87	13	a	a	83	17	88	12
Espagne	96	4	97	3	96 ^d	4 ^d	x(5)	x(6)	87	13	94	6
Suède	94	6	94	6	93	7	94	6	97	3	95	5
Suisse ²	89	11	91	9	93 ^d	7 ^d	x(5)	x(6)	91	9	91	9
Turquie	93	7	93	7	82	13	a	a	82	18	87	12
Royaume-Uni	97	3	97	3	98	2	a	a	94	6	96	4
États-Unis	92	8	92	8	92	8	x(9)	x(10)	90 ^d	10 ^d	91	9
Moyenne OCDE	92	8	93	7	93	7	m	m	89	11	92	8
Moyenne UE22	93	7	94	6	94	6	m	m	89	11	92	8
Partenaires												
Argentine ²	96	4	91	9	91	9	a	a	97	3	m	m
Brésil ²	95	5	95	5	93 ^d	7 ^d	x(5)	x(6)	91	9	94	6
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ¹	86	14	93	7	91	9	a	a	80	20	87	13
Lituanie	95	5	93	7	84	16	67	33	78	22	85	15
Fédération de Russie	x(5)	x(6)	x(5)	x(6)	91 ^d	9 ^d	x(5)	x(6)	86	14	90	10
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud ²	96	4	97 ^d	3 ^d	x(3)	x(4)	100	0	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Année de référence : 2012.

2. Établissements publics uniquement. Pour l'Italie, le Luxembourg, la République slovaque et la République tchèque, dans l'enseignement tertiaire uniquement.

3. Le deuxième cycle du secondaire inclut la filière professionnelle du premier cycle du secondaire.

Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Costa Rica, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lituanie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933398020>

Tableau B6.2. Répartition des dépenses de fonctionnement, selon la catégorie de ressources (2013)

Répartition des dépenses publiques et privées de fonctionnement des établissements d'enseignement en pourcentage des dépenses totales de fonctionnement

	Primaire				Ensemble du secondaire				Tertiaire			
	Rémunération de tous les personnels			Autres dépenses de fonctionnement	Rémunération de tous les personnels			Autres dépenses de fonctionnement	Rémunération de tous les personnels			Autres dépenses de fonctionnement
	Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Total		Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Total		Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
OCDE												
Australie	63	16	78	22	59	16	75	25	34	29	63	37
Autriche	62	13	75	25	67	6	73	27	60	5	65	35
Belgique ¹	67	21	89	11	70 ^d	18 ^d	88^d	12 ^d	50	29	79	21
Canada ^{2, 3}	64 ^d	15 ^d	79^d	21 ^d	64	15	79	21	38	28	66	34
Chili	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
République tchèque ⁴	45	19	64	36	44	13	57	43	29	21	50	50
Danemark	60	18	78	22	61	17	78	22	x(11)	x(11)	78	22
Estonie	42	26	68	32	38	27	65	35	44	17	61	39
Finlande ¹	54	10	64	36	50 ^d	13 ^d	64^d	36 ^d	34	29	63	37
France	59	21	79	21	58	21	79	21	40	39	79	21
Allemagne	x(3)	x(3)	82	18	x(7)	x(7)	82	18	x(11)	x(11)	66	34
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	x(3)	x(3)	73	27	x(7)	x(7)	69	31	x(11)	x(11)	54	46
Islande	51	21	72	28	51	18	69	31	43	28	71	29
Irlande	75	11	87	13	69	9	78	22	44	26	70	28
Israël	x(3)	x(3)	82	18	x(7)	x(7)	82	18	x(11)	x(11)	69	31
Italie ⁴	62	20	81	19	63	19	81	19	39	23	62	38
Japon ^{1, 5}	x(3)	x(3)	85	15	x(7)	x(7)	85^d	15 ^d	x(11)	x(11)	59^d	41 ^d
Corée	57	15	72	28	58	15	72	28	38	21	59	41
Lettonie	x(3)	x(3)	73	27	x(7)	x(7)	71	29	x(11)	x(11)	65	35
Luxembourg ⁴	71	7	77	23	81	7	88	12	18	50	68	32
Mexique ⁴	85	8	93	7	76	14	90	10	57	15	72	28
Pays-Bas	x(3)	x(3)	83	17	x(7)	x(7)	82	18	x(11)	x(11)	72	28
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Norvège ¹	x(3)	x(3)	81	19	x(7)	x(7)	81^d	19 ^d	x(11)	x(11)	69	31
Pologne ⁴	x(3)	x(3)	71	29	x(7)	x(7)	69	31	x(11)	x(11)	76	24
Portugal ^{1, 5}	61	16	77	23	63 ^d	16 ^d	79^d	21 ^d	70 ^d	0 ^d	70^d	30 ^d
République slovaque ⁴	52	14	66	34	53	13	66	34	30	22	52	48
Slovénie ⁴	x(3)	x(3)	80	20	x(7)	x(7)	77	23	x(11)	x(11)	72	28
Espagne ¹	68	10	78	22	74	8	82	18	53	20	74	26
Suède	53	16	69	31	51	14	65	35	x(11)	x(11)	65	35
Suisse ^{1, 4}	66	17	83	17	73 ^d	12 ^d	86^d	14 ^d	49	27	76	24
Turquie	x(3)	x(3)	75	25	x(7)	x(7)	78	22	x(11)	x(11)	63	37
Royaume-Uni	68	10	77	23	64	11	75	25	36	28	64	36
États-Unis ⁵	54	27	81	19	54	27	81	19	30 ^d	36 ^d	65^d	35 ^d
Moyenne OCDE	61	16	77	23	61	15	77	23	42	25	67	33
Moyenne UE22	60	15	76	24	60	14	75	25	42	24	67	33
Partenaires												
Argentine ⁴	71	21	92	8	68	25	93	7	66	31	98	2
Bésil ^{1, 4}	x(3)	x(3)	73	27	x(7)	x(7)	75^d	25 ^d	x(11)	x(11)	80	20
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ³	x(3)	x(3)	85	15	x(7)	x(7)	69	31	x(11)	x(11)	31	69
Lituanie	65	20	85	15	62	20	82	18	33	32	65	35
Fédération de Russie	x(7)	x(7)	x(7)	x(8)	x(7)	x(7)	81^d	19 ^d	x(11)	x(11)	64	36
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud ⁴	77	5	82	18	83	5	88	12	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. La catégorie « Ensemble du secondaire » inclut tout ou partie des formations post-secondaires non tertiaires.

2. La catégorie « Primaire » inclut le premier cycle du secondaire et la catégorie « Ensemble du secondaire » n'inclut que le deuxième cycle du secondaire.

3. Année de référence : 2012.

4. Établissements publics uniquement. Pour l'Italie, le Luxembourg, la République slovaque et la République tchèque, dans l'enseignement tertiaire uniquement.

5. La catégorie « Tertiaire » inclut l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

 Sources : OCDE, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Costa Rica, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lituanie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933398038>

Tableau B6.3. Part des dépenses de fonctionnement, selon la catégorie de ressources et le type d'établissement (2013)

Répartition des dépenses publiques et privées de fonctionnement des établissements d'enseignement

B6

	Primaire								Secondaire								
	Part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses totales		Pourcentage des dépenses de fonctionnement alloué à la rémunération de tous les personnels						Part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses totales		Pourcentage des dépenses de fonctionnement alloué à la rémunération de tous les personnels						
			Rémunération des enseignants		Rémunération des autres personnels		Total				Rémunération des enseignants		Rémunération des autres personnels		Total		
	Établissements publics	Établissements privés	Établissements publics	Établissements privés	Établissements publics	Établissements privés	Établissements publics	Établissements privés	Établissements publics	Établissements privés	Établissements publics	Établissements privés	Établissements publics	Établissements privés	Établissements publics	Établissements privés	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
OCDE	Australie	92	89	63	61	15	17	78	78	94	m	60	m	14	m	75	m
	Autriche	97	99	62	60	13	3	75	63	98	99	67	73	6	3	73	75
	Belgique ¹	92	97	66	69	22	20	88	89	97 ^d	98	68 ^d	72	21 ^d	16	88 ^d	88
	Canada ^{2, 3}	93 ^d	94 ^d	65 ^d	52 ^d	15 ^d	20 ^d	80 ^d	71 ^d	93	94	65	52	15	20	80	71
	Chili	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	88	100	45	45	19	26	64	71	92	100	44	42	13	14	57	56
	Danemark	89	100	60	60	18	18	78	78	91	100	61	60	17	18	78	78
	Estonie	86	96	42	47	27	12	69	59	86	96	38	47	27	13	65	60
	Finlande ¹	94	94	54	56	10	14	64	70	92 ^d	96 ^d	51 ^d	47 ^d	12 ^d	19 ^d	63 ^d	66 ^d
	France	92	90	59	57	21	21	80	78	91	93	60	52	21	20	81	72
	Allemagne	94	94	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	82	78	95	86	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	84	77
	Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	98	96	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	74	59	98	96	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	73	58
	Islande	94	100	51	51	21	21	72	72	95	100	51	53	18	17	69	70
	Irlande	93	100	76	m	11	m	87	m	96	100	70	m	9	m	79	m
	Israël	88	97	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	83	76	89	96	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	90	72
	Italie	97	100	62	m	20	m	81	m	98	71	63	m	19	m	81	m
	Japon ¹	85	87	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	85	74	87 ^d	87 ^d	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	88 ^d	74 ^d
	Corée	86	91	57	36	15	23	72	58	86	93	60	54	13	17	73	71
	Lettonie	87	87	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	73	73	88	87	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	71	72
	Luxembourg	89	98	75	40	6	10	81	51	91	97	83	71	6	12	88	83
	Mexique	97	m	85	m	8	m	93	m	97	m	76	m	14	m	90	m
	Pays-Bas	88	88	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	83	83	87	98	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	81 ^d	86 ^d
	Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Norvège ¹	88	100	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	80	100	87 ^d	100 ^d	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	79 ^d	100 ^d
	Pologne	95	m	x(7)	m	x(7)	m	71	m	97	m	x(15)	m	x(15)	m	69	m
	Portugal ¹	97	92	63	50	17	8	80	58	97 ^d	92 ^d	66 ^d	49 ^d	18 ^d	9 ^d	84 ^d	58
	République slovaque	97	100	52	52	14	10	66	62	97	100	53	58	13	13	66	70
Slovénie	91	m	x(7)	m	x(7)	m	80	m	89	m	x(15)	m	x(15)	m	77	m	
Espagne ¹	97	94	69	66	10	9	79	75	97 ^d	95 ^d	75 ^d	71 ^d	9 ^d	7 ^d	83 ^d	79 ^d	
Suède	94	94	53	54	16	14	69	68	93	93	51	52	14	11	65	63	
Suisse ¹	89	m	66	m	17	m	83	m	92 ^d	m	73 ^d	m	12 ^d	m	86 ^d	m	
Turquie	95	76	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	77	56	91	50	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	79	56	
Royaume-Uni	97	97	68	68	10	10	77	77	97	98	67	62	10	12	77	74	
États-Unis	92	92	54	55	27	26	81	81	92	92	54	55	27	26	81	81	
Moyenne OCDE	92	94	61	m	16	m	78	72	93	93	62	m	15	m	77	72	
Moyenne UE22	93	96	60	m	16	m	76	70	94	94	61	m	14	m	75	71	
Partenaires	Argentine	96	m	71	m	21	m	92	m	91	m	68	m	25	m	93	m
	Brésil ¹	95	m	x(7)	m	x(7)	m	73	m	94 ^d	m	x(15)	m	x(15)	m	75 ^d	m
	Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Costa Rica	95	m	74	m	4	m	79	m	97	m	81	m	3	m	84	m
	Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Indonésie ³	87	79	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	89	30	92	90	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	73	21
	Lituanie	95	88	65	57	20	17	85	74	m	m	m	m	m	m	m	m
	Fédération de Russie ¹	x(9)	x(10)	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	91 ^d	95 ^d	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	81 ^d	62 ^d
	Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Afrique du Sud	96	m	77	m	5	m	82	m	97	m	83	m	5	m	88	m
	Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m


1. La catégorie « Ensemble du secondaire » inclut tout ou partie des formations post-secondaires non tertiaires.

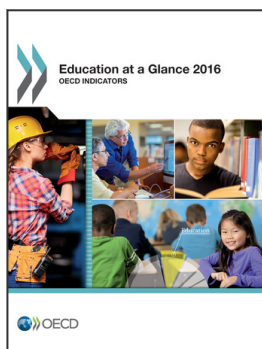
2. La catégorie « Primaire » inclut le préprimaire et le premier cycle du secondaire, et la catégorie « Ensemble du secondaire » n'inclut que le deuxième cycle du secondaire.

3. Année de référence : 2012.

Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Costa Rica, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lituanie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933398048>



Extrait de :
Education at a Glance 2016
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2016-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Indicateur B6 : À quelles catégories de services et de ressources les dépenses d'éducation sont-elles affectées ? », dans *Education at a Glance 2016 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2016-21-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.